



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Isabelle GIANIEL, Marie-Christine PANOS, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de mise à disposition de locaux avec le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Le CREPS (Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive) de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle.

Dans le cadre de la pratique de la danse et de la mise en place du diplôme d'Etat de danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent depuis de nombreuses années.

Conformément à la délibération du 26 avril 2018, le CRR et le CREPS ont signé deux conventions relatives à un partenariat pédagogique d'une part, et à la mise à disposition de locaux d'autre part. Les dispositions financières de cette dernière ayant évolué, il est proposé de signer une nouvelle convention de mise à disposition de locaux avec le CREPS, la convention de partenariat étant quant à elle, prolongée par reconduction expresse pour l'année scolaire 2018/2019.

Ainsi, le CREPS s'engage à mettre à disposition du CRR un studio de danse, sur l'ensemble de l'année scolaire, hors vacances scolaires et jours fériés, pour une durée hebdomadaire de 14h maximum. Compte tenu de la qualité du partenariat entre le CREPS et le CRR, la mise à disposition du studio de danse est désormais consentie à titre gracieux.

Parallèlement, le CRR s'engage à autoriser en Diplôme d'Etat 2ème année à observer le déroulement et la progression pédagogique des cours dispensés tout au long de l'année scolaire par les enseignants de danse du Conservatoire dans les disciplines classique, contemporaine, éveil et initiation. En outre, le CRR s'engage à autoriser les élèves en préformation du CREPS à bénéficier de deux cours de danse classique gratuits au sein du CRR, et à mettre à disposition une salle, pour un cours technique ou pédagogique, dans la mesure des disponibilités. Ces activités pédagogiques et la mise à disposition de la salle sont proposées par le CRR à titre gratuit.

Cette convention s'applique durant l'année scolaire 2018/2019 et pourra être reconduite pour une durée d'un an par reconduction expresse, après évaluation. Dans l'hypothèse où une actualisation des conditions financières s'avérerait nécessaire à l'issue de cette période, la convention sera modifiée par avenant.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir,

- approuver les termes de la convention d'occupation de locaux entre le CRR et le CREPS de Montpellier ;
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60436-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.